

Unité Départementale de la Vendée
Cité administrative Travot
10 rue du 93ème régiment d'infanterie - bât A2
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 08 Novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OUEST BOULANGERE

ZA La Buzenière
10 rue Olivier de Serres
85500 Les Herbiers

Références : D23.0463

Code AIOT : 0006303394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement OUEST BOULANGERE implanté ZA La Buzenière 10 rue Olivier de Serres 85500 Les Herbiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OUEST BOULANGERE
- ZA La Buzenière 10 rue Olivier de Serres 85500 Les Herbiers
- Code AIOT : 0006303394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Ouest Boulangerie exploite une usine de fabrication de brioches et de viennoiseries sur la commune des Herbiers

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consommation en eau
- Rejets aqueux
- Fluides frigorigènes
- Équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôles d'étanchéité - fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
5	Contrôle périodique équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
6	Consommation en eau	AP Complémentaire du 12/03/2008, article 2	/	Sans objet
8	Rejets aqueux - VLE	AP Complémentaire du 12/03/2008, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3 - Annexe I	/	Sans objet
2	Marques de contrôles d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
4	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
7	Substances dangereuses dans l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 & 60	/	Sans objet
9	Ré-examen IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Incident du 23 octobre 2023	Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 2.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les fluides frigorigènes, l'inspection a mis en évidence des incohérences sur la fréquence des contrôles d'étanchéité qu'il conviendra d'éclaircir. Des fuites sont observées régulièrement ces dernières années sur les équipements, et l'exploitant travaille actuellement sur une stratégie de remplacement de certains fluides en lien avec les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables au site.

Concernant la consommation en eau, l'exploitant doit améliorer le suivi de sa consommation et régulariser sa situation vis-à-vis du volume maximum journalier autorisé.

Concernant le rejet des eaux usées, un dysfonctionnement au niveau de la bache de stockage des boues a entraîné des non-conformités sur certains macro-polluants entre mai et août 2023. Les travaux effectués sur la STEP doivent permettre de revenir à une situation conforme. Les résultats d'analyses pour les mois à venir devront le démontrer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3 - Annexe I
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un tableau informatique contenant l'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes. Ce tableau précise bien la quantité, ainsi que le type de fluide contenu dans les 23 équipements présents sur le site. Il reprend également les dates des différents contrôles et les quantités dégazées. La prescription est respectée.
Observations : Entre janvier et octobre 2023, la quantité cumulée de fluide dégazée est de 125 kg. La quantité dépassant les 100 kg, il conviendra de déclarer sous l'application GEREP la quantité finalement dégazée au titre de l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Marques de contrôles d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu « de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres » et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : Lors de la visite, les équipements suivants ont été vérifiés : <ul style="list-style-type: none">- Façonnage L2 (zone P2)- Conditionnement L1 (zone P1)- Conditionnement L2 (zone P5) La marque de contrôle d'étanchéité (vignette bleue) indiquant la date limite de validité du contrôle d'étanchéité est bien présente sur ces équipements. La prescription est respectée. Le dernier contrôle est valide jusqu'en février 2024 pour les équipements façonnage L2 et Conditionnement L1 et mars 2024 pour conditionnement L2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôles d'étanchéité - fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1 ^{er} est précisée dans le tableau suivant [Ne sont reprises que les périodicités applicables aux équipements de l'exploitant, c'est-à-dire les périodicités relatives aux équipements dépourvus de système de détection de fuite] :

CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3	
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg	12 mois	
	30 kg ≤ charge < 300 kg	6 mois	
	300 kg ≤ charge	3 mois	
HFC, PFC	5 t. éq. CO ₂ ≤ charge < 50 t. éq. CO ₂	12 mois	
	50 t. éq. CO ₂ ≤ charge < 500 t. éq. CO ₂	6 mois	
	500 t. éq. CO ₂ ≤ charge	Équipement mobile	3 mois
		Équipement fixe	
		Équipement fixe répondant à l'exception prévue au III de l'article 3	3 mois

Constats :

Les équipements contenant des fluides frigorigènes présents sur le site ne disposent pas de système permanent de détection de fuites. L'exploitant a identifié, pour chaque équipement, le tonnage équivalent en CO₂.

Par conséquent, en fonction de cette quantité, les équipements du site Ouest Boulangère doivent être contrôlés 1 ou 2 fois par an selon l'équipement.

L'exploitant précise que tous les équipements sont contrôlés 2 fois par an par la société Dalkia. Une telle fréquence est conforme à l'arrêté ministériel. D'après son tableau de suivi, les contrôles pour 2023 ont été effectués le 1^{er} février et le 4 octobre pour tous les équipements.

Les fiches d'intervention (cerfa 15497*03) ont été consultées pour les équipements suivants :

- Conditionnement L2 (zone P5)
- Conditionnement L1 (zone P4)

Ces fiches correspondent à un contrôle d'étanchéité périodique et sont datées du 27 septembre 2023, ne correspondant pas aux dates précisées dans le tableau de suivi de l'exploitant.

Pour les équipements Façonnage L2 (zone P2) et Conditionnement L1 (zone P1) vus lors de la visite, une affiche présente sur l'équipement indique 1 contrôle par an. La fréquence de vérification imposée par l'arrêté ministériel pour ces équipements est bien annuelle. Concernant le 3^{ème} équipement vu en visite (Conditionnement L2 – zone P5), une affiche présente sur l'équipement indique 2 contrôles par an. La fréquence de vérification imposée par l'arrêté ministériel pour cet équipement est bien semestrielle.

Par conséquent, il convient de vérifier la cohérence des informations présentes dans le tableau de suivi et les affiches présentes sur les équipements, et de justifier que les contrôles d'étanchéité sont bien réalisés à fréquence semestrielle comme indiqué par l'exploitant ou, à défaut, que ces contrôles respectent la fréquence réglementaire imposée par l'arrêté ministériel pré-cité. En effet, pour le 1^{er} semestre 2023, il manque les numéros de cerfa des contrôles périodique d'étanchéité de plusieurs équipements dont la fréquence de contrôle est semestrielle.

Observations :

L'exploitant pourra utilement joindre les cerfa correspondant aux contrôles périodiques

d'étanchéité des équipements pour justifier du respect des fréquences réglementaires de contrôles.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une liste des équipements sous pression. Cette liste précise notamment, pour chaque équipement, sa désignation, sa pression de service, son volume, sa catégorie de risque, la date de la dernière requalification, la date de la prochaine requalification, la date de la dernière inspection périodique et la date de la prochaine inspection périodique.

Cette liste respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel.

Observations :

Concernant la cuve du local compresseur, le rapport de l'inspection périodique du 30 novembre 2021 mentionne une date de mise en service au 9 juin 1993 alors que la liste des ESP transmise par l'exploitant indique une mise en service en 2026. Il convient de clarifier ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle périodique équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

Lors de la visite, les derniers comptes rendus d'inspection périodique réalisés par la société Dekra ont été consultés pour les équipements suivants :

- Cuve local compresseur (inspection du 30/11/2021)

- Cuve n°1 - local bâtiment (inspection du 14/10/2021)

Ces rapports concluent en l'absence d'observations et les équipements peuvent être maintenus en service.

D'après la liste des ESP transmise par l'exploitant, 2 équipements devaient être vérifiés (inspection périodique) en novembre 2022 : séparateur d'huile et bouteille de liquide. Lors de la visite, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier que ces équipements avaient bien été contrôlés.

Observations :

L'exploitant doit transmettre les éléments permettant de justifier que les ESP séparateur d'huile et bouteille de liquide ont été contrôlés dans le délai imparti.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 & AP Complémentaire du 12/03/2008, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».

&

[...]

La consommation maximale est de 50 m³ par jour.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un registre des consommations en eau. Ce registre est renseigné à l'aide des factures d'eau qui sont reçues par l'exploitant tous les 2 mois et non à l'aide du compteur d'eau présent sur l'arrivée générale de l'usine. La consommation indiquée dans le registre est donc une consommation mensuelle moyenne calculée sur la base des factures d'eau et non la consommation réelle hebdomadaire, ce qui constitue un écart à l'arrêté ministériel.

De plus, avec ce type de suivi, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la consommation journalière respecte bien la valeur maximale autorisée de 50 m³ / jour. Toutefois, d'après la

consommation annuelle de l'année 2022 (20 552 m³) et au vu du nombre de jour d'activité, ce volume journalier maximum autorisé a été dépassé sur certains jours et la tendance est identique pour l'année 2023, ce qui constitue un écart à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Observations :

Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'un projet de déploiement d'un compteur d'eau en entrée d'usine et de sous compteurs était à l'étude. L'installation de ces différents compteurs devra permettre à l'exploitant de relever sa consommation par télérelève afin de respecter la fréquence de suivi imposée par l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, mais également afin de pouvoir suivre finement ses consommations en eau lors des périodes de sécheresse afin de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023.

Par ailleurs, concernant le volume journalier maximum autorisé en 2008, l'exploitant précise que son niveau d'activité actuel est de 110 t/j de produits finis alors que son niveau autorisé est de 96 t/j (antériorité actée par lettre préfectorale du 15 mai 2014). Cette hausse d'activité s'accompagne d'une augmentation de la consommation en eau.

Un porter à connaissance avait été déposé en juillet 2016 afin d'actualiser le niveau d'activité à 110 t/j et les compléments demandés dans le cadre de l'instruction de cette demande n'ont pas été reçus par l'inspection. **L'exploitant doit régulariser la situation en apportant les compléments nécessaires dans un délai de 3 mois.** Dans ce cadre, l'exploitant envisage de demander une modification de son arrêté préfectoral en justifiant que les dépassements du volume d'eau maximum autorisé sont liés à la hausse du niveau d'activité du site et que la consommation spécifique est stable ou en diminution.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Substances dangereuses dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 & 60

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle, sous réserve de la démonstration par l'exploitant de la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur et de la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne les rejets et prélèvements.

[...]

3 - Substances caractéristiques des activités industrielles

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

voir tableau de l'article 32 de l'arrêté ministériel :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000005625281/2023-10-06/>

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de positionnement sur la recherche des substances dangereuses dans l'eau de mars 2022. Ce rapport conclut en l'absence de nécessité à mettre en place un suivi des substances dangereuses.

Pour les polluants détectés, les flux émis sont inférieurs aux seuils déclenchant une valeur limite d'émission tel que prévu par l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Au vu des résultats d'analyses, l'inspection des installations classées n'a pas d'observation particulière sur ce positionnement de l'exploitant.

Observations :

Les substances ne faisant pas l'objet d'une surveillance pérenne par l'exploitant pourront éventuellement être recherchées lors des contrôles inopinés sur les rejets aqueux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets aqueux - VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2008, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

le débit maximal des effluents prétraités rejetés dans le réseau communal d'assainissement est fixé à 50 m³/jour.

Avant rejet dans le réseau communal d'assainissement, l'effluent devra respecter les valeurs limites suivantes :

pH: compris entre 5,5 et 8,5

température maximum : 30°C

DCO : 90 mg/l et 4.5 kg/j

DBO₅ : 25 mg/l et 1.25 kg/j

MES : 80 mg/l et 4 kg/j

Azote global : 15 mg/l et 0.75 kg/j

Phosphore total : 2 mg/l et 0.1 kg/j

Constats :

Les données d'autosurveillance ont été consultées sur l'application GIDAF pour l'année 2023.

Des non-conformités sont observées :

- Janvier : 6 dépassements du débit et 1 dépassement de la VLE de l'azote global (16 mg/l)
- Février : 7 dépassements du débit
- Mars : 2 dépassements du débit
- Avril : 2 dépassements du débit
- Mai : 5 dépassements du débit et 1 dépassement de la VLE et du flux pour les paramètres MES (135 mg/l et 6.6 kg/j) et DCO (164 mg/l et 8 kg/j)
- Juin : 7 dépassements du débit, 3 dépassements de la VLE et du flux pour le paramètre MES (99 mg/l et 4.8 kg/j au maximum), 4 dépassements de la VLE et du flux pour le paramètre DCO (794 mg/l et 38.9 kg/j au maximum) et 1 dépassement de la VLE et du flux pour le paramètre azote global (28 mg/l et 0.84 kg/j)
- Août : 1 dépassement de la VLE et du flux pour le paramètre azote global (26 mg/l et 0.88 kg/j)
- Septembre : 1 dépassement du débit et 1 dépassement de la VLE et du flux pour le paramètre phosphore (5.3 mg/l et 0.244 kg/j)

Les non-conformités concernent principalement des dépassements du débit maximum autorisé. Toutefois, entre mai et septembre, les effluents sont non-conformes sur certains macro-polluants.

L'exploitant précise qu'il a été obligé de changer sa bache de stockage des boues et, le temps du remplacement, les boues n'étaient pas extraites et renvoyées directement dans la lagune d'aération. Les non-conformités observées entre mai et août sont sûrement liées à ce dysfonctionnement. La nouvelle bache de stockage des boues étant pleinement opérationnelle depuis septembre, les analyses à venir doivent permettre de confirmer un retour à la normale vis à vis de la qualité des rejets aqueux.

Concernant les dépassements du débit, ils peuvent s'expliquer par la hausse de la consommation en eau du site en lien avec la hausse du niveau d'activité et la consommation d'eau vis à vis du nettoyage des installations de préparation du levain.

Observations :

Dans le cadre de la reprise du porter à connaissance de juillet 2016 évoqué au point de contrôle sur la consommation en eau, l'exploitant envisage également de demander une augmentation de son débit maximum autorisé en lien avec la hausse du niveau d'activité.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Ré-examen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71

Thème(s) : Autre, Ré-examen IED

Prescription contrôlée :

I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

[...]

Constats :

Au sens de l'article R.515-61 du code l'environnement, la rubrique principale du site Ouest Boulangère est la rubrique 3642 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique sont celles des industries agroalimentaires et laitières (BREF FDM).

La publication au Journal Officiel de l'Union Européenne le 4 décembre 2019 des conclusions du 12 novembre 2019 sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour les industries agroalimentaires (BREF FDM) a déclenché le réexamen des conditions d'autorisation pour les installations concernées et le dépôt du dossier avant le 4 décembre 2020.

L'exploitant a transmis le 15 juin 2022 un dossier de ré-examen IED (rapport 6-1017 n°1098 par ABER Environnement) à l'inspection des installations classées.

Observations :

La visite d'inspection a permis d'évoquer certains points concernant les MTD du BREF FDM applicables au site, et notamment la MTD n°9 concernant les fluides frigorigènes. Une demande de compléments sera adressée à l'exploitant dans le cadre de l'instruction de ce dossier de ré-examen IED.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Incident du 23 octobre 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations.

Sous 15 jours, il précise dans un rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

Constats :

La veille de la visite d'inspection, un incident est survenu sur le site. Dans le cadre de travaux effectués sur la voirie en dehors du site, un câble d'alimentation électrique haute tension a été sectionné, ce qui a entraîné une coupure de courant générale sur le site. La chaîne de production ayant été arrêtée trop longtemps, les produits qui étaient dans les étuves et dans les fours ont dû être évacués comme déchets. Le SDIS a été sollicité par précaution pour vérifier qu'il n'y avait pas de problème particulier au niveau des fours, le gaz ayant été coupé par l'exploitant après la coupure de courant.

Cette coupure de courant n'a pas eu d'impact d'un point de vue risque incendie, mais l'arrêt de la production a généré une quantité de déchets importante et un impact sur la production. Par conséquent, l'exploitant a été informé de la nécessité d'établir un rapport d'incident. L'incident ayant eu lieu la veille de la visite, l'exploitant est dans les délais pour respecter la prescription de l'arrêté préfectoral.

Observations :

Le rapport d'incident peut être rédigé en suivant le modèle disponible sur le site internet du BARPI : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche_notification_accident_avril2021_MTE.pdf

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet